

## CNAS du 20 Décembre 2017

### *Déclaration Liminaire*

Ce CNAS est dédié au budget 2018. L'action de **FO FINANCES** et de l'ensemble des fédérations tout au long de cette année a pu permettre le maintien, conformément aux engagements, des crédits dédiés à l'action sociale ministérielle dans le PLF 2018.

Toutefois, il est important de souligner qu'ils sont loin d'atteindre le niveau de 2015.

Néanmoins le contexte de cette fin d'année demeure compliqué surtout pour les fonctionnaires qui sont une nouvelle fois stigmatisés par le gouvernement.

Outre les mesures budgétaires qui vont impacter fortement le pouvoir d'achat des actifs et des retraités, le gouvernement vient de lancer le chantier «Action Publique 2022».

A l'objectif affiché de supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique d'Etat, vient s'ajouter l'ambition d'abandonner des pans entiers des missions de service public.

En appui, coïncidence non fortuite, la cour des comptes publie un rapport sur l'état des services déconcentrés de l'Etat.

**FO FINANCES** a invité les agents à refuser une concertation tronquée via un questionnaire orienté et des forums où leur parole sera aisément manipulée.

A l'évidence, la gestion interministérielle et déconcentrée a les faveurs de ce gouvernement.

La volonté d'intégrer l'action sociale rentre clairement dans ce schéma. Que l'on ne compte pas sur **FO FINANCES** pour y souscrire!

Par ailleurs, au CIAS du 14 décembre, a été annoncée, une éventuelle ponction pouvant aller jusqu'à 500 000€ sur le budget de l'Action Sociale Interministérielle 2018 s'ajoutant aux 6,5M€ déjà amputés en 2017. De fait, ce sont encore les agents de la Fonction publique qui sont lésés !

Concernant les subventions des associations, les crédits sont maintenus pour EPAF et AGRAF et pour ALPAF la subvention est revue à la hausse, soit 19M€. **FO FINANCES** en prend acte également.

Au-delà de ce budget 2018, sur lequel **FO FINANCES** reviendra tout au long des débats, dès maintenant nous rappelons nos exigences et revendications pour une action sociale à la hauteur des attentes des personnels à savoir :

- Un budget à la hauteur des besoins toujours plus criants et au plus près des agents,
- Une restauration collective pour tous les agents et en cas de fermeture de restaurants financiers, l'application des règles établies en concertation avec les agents. Il semblerait que la lettre de la Secrétaire Générale transmise aux présidents de CDAS ne soit pas respectée dans plusieurs départements,
- La mise en œuvre d'un plan ambitieux de logements sociaux en adéquation avec les demandes,
- Une augmentation du nombre de réservations de berceaux,
- Le gel des tarifs EPAF et AGRAP en corrélation avec le gel du point d'indice annoncé,
- L'aménagement des barèmes EPAF tenant compte de la cherté de la vie dans les DOM et COM par mesure d'équité avec la métropole,
- Le respect des engagements de mise en place d'une action sociale spécifique dans les DOM et COM,
- La création d'emplois nécessaires permettant un bon fonctionnement des délégations.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ  
DE L'ACTION SOCIALE SUR :

<http://www.financesfo.fr/>

Rubrique ACTION SOCIALE